

Les braconniers aussi sont

La traque des trafiquants d'ivoire au Gabon

Le 25 février à 11h du matin, Jean-Louis Kakoua quitte Francville pour le petit village de Mounana, à l'est du Gabon. Accompagné par plusieurs agents de la police judiciaire et du département des Eaux et Forêts, le chef de cantonnement s'apprête à aller piéger et arrêter deux trafiquants d'ivoire: Eugène Ndjouhou et Jean-François Ombenda. L'un instituteur, l'autre responsable des voiries pour la Mairie, et ils désirent écouler 18 kg d'ivoire d'éléphants pour la modique somme de 1 500 euros.

Spécialisée dans la lutte contre le trafic d'espèces protégées, c'est l'ASBL belge basée au Gabon Conservation Justice qui a rencardé les autorités et qui est parvenue à fixer un rendez-vous avec les deux hommes, convaincus d'avoir affaire à un acheteur potentiel. Mais il y a un problème, Jean-François Ombenda n'a pas apporté l'ivoire avec lui. Il l'a déjà vendu à un certain Mohammed qui consent à le revendre à meilleur prix et leur donne rendez-vous dans un autre village. S'ils veulent arrêter les deux trafiquants, Mohammed et d'éventuels complices, les policiers n'ont pas le choix: ils doivent les prendre en flagrant délit. Ils filent donc les deux compères jusqu'à la remise du paquet et tombent dessus sans la moindre effusion de sang, avant de les jeter en prison, où ils attendent désor-

mais le verdict de leur procès. S'ils sont reconnus coupables, Eugène et Jean-François risquent entre trois et six mois de prison ferme ainsi qu'une amende de 15 000 euros. Une brouille, à côté de ce que leur rapporte ce trafic lucratif.

Une véritable pyramide

"Trouver les trafiquants n'est pas très difficile", nous explique Luc Mathot, l'ingénieur belge des Eaux et Forêts qui a créé Conservation Justice il y a quatre ans. "Nos enquêteurs gabonais ont des informateurs au sein de la population locale." Ils ciblent essentiellement les revendeurs, ces petits intermédiaires qui rachètent l'ivoire dans les villages de brousse et fournissent éventuellement transports, armes et munitions aux braconniers. "Les braconniers, ce sont les villageois", poursuit Luc Mathot. "Mais ils utilisent parfois des Pygmées pour aller abattre les éléphants contre un peu de nourriture, de bière et de cannabis. Puis il y a les chefs braconniers et les trafiquants de village comme l'homme que nous avons arrêté. Quand l'ivoire arrive dans la capitale Libreville, des trafiquants plus importants se chargent d'exporter la marchandise vers

d'autres pays africains, comme le Nigeria, qui remplissent des cargos entiers à destination de la Chine. Ce n'est pas une chaîne mais une pyramide de sept ou huit niveaux au sommet de laquelle on retrouve généralement des organisations criminelles asiatiques actives dans l'import-export." Des exportateurs de pneus, voitures, acajou

ou autres, qui maquillent leurs cargaisons pour faire sortir l'ivoire par tonnes, avant de le revendre à prix fort sur les marchés chinois, japonais ou vietnamien.

"Le meilleur moyen d'avoir un impact, c'est d'arrêter ces maillons-là parce que toute la pyramide s'en retrouve affectée", ajoute Luc Mathot. "Mais c'est extrêmement

difficile, ces gens-là ne touchent jamais la cargaison."

Inégalité ou manque d'efficacité?

Entre 800 et 900 affaires de contrebande d'ivoire sont mises au jour en Chine chaque année, selon les statistiques officielles publiées par les douanes. Plus de la moitié du commerce légal de l'ivoire est également impliqué dans des transactions illégales. Et pour cause: le prix de l'ivoire brut dans le pays serait

passé de 550 euros le kilo en 2010 à 1540 euros en 2014. Une manne particulièrement juteuse qui aurait entraîné la mort de plus de 100 000 éléphants à travers le monde entre 2010 et 2012.

Un véritable massacre "qui n'a rien d'une fatalité", insiste Luc Mathot. "On a tendance à exagérer l'inégalité du combat contre les braconniers pour ne pas avoir à reconnaître qu'en réalité, nous sommes très peu efficaces. En Afrique centrale, beaucoup d'écogardes et de gendarmes sont corrompus, et la plupart des gens qui gèrent les parcs nationaux sont des biologistes ou des vétérinaires qui ne sont pas du tout formés à la lutte anticriminalité. Avec des gens intègres et efficaces, on pourrait vraiment faire quelque chose. Ce n'est pas uniquement une question de moyens. L'Union européenne finance des programmes à coup de dizaines de millions d'euros qui ne servent à rien. Ce qu'il faut aujourd'hui, c'est attaquer le trafic d'espèces protégées de la même manière que les autres formes de criminalité organisée: renforcer les lois et les peines encourues en Afrique, passer des accords contraignants avec les gouvernements africains pour qu'ils fassent respecter ces lois et fournissent des indicateurs clairs sur leurs méthodes de lutte contre le braconnage, et agir sur la demande d'ivoire en Chine en luttant réellement contre le commerce illégal et la corruption."

Valentin Dauchot



D.R.
JEAN-FRANÇOIS OMBENDA

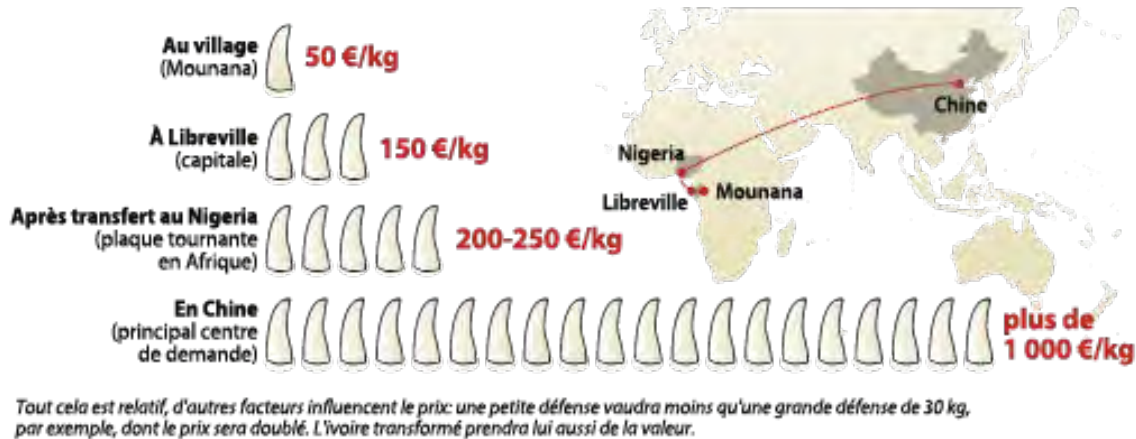


chassés

Une ASBL belge est spécialisée dans l'arrestation de trafiquants en Afrique.

Son créateur nous dévoile ses méthodes et déplore le manque d'efficacité des institutions internationales.

Prix de vente de l'ivoire brut au départ du Gabon étape par étape



IPM Graphics

Autoriser l'exportation d'ivoire légal, une absurdité

Les Etats-Unis, l'Allemagne, et plus récemment la France ont interdit l'exportation d'ivoire depuis leurs territoires. Quand la société de vente française Cannes Enchères a mis sur le marché une quarantaine de défenses d'éléphants pour un poids total de 612 kg, le week-end dernier, elle a donc orienté ses clients chinois vers... la Belgique, où des certificats de réexportation sont encore octroyés. "Cet ivoire est légal", a-t-on rétorqué au cabinet de la ministre de l'Environnement Marie-Christine Marghem, qui a annoncé dans la foulée qu'elle bloquerait toute cargaison d'ivoire en provenance de France pour en vérifier l'authenticité.

Ces défenses ont effectivement été coupées avant l'entrée en vigueur de la Convention sur le commerce international des espèces menacées d'extinction (Cites). Sauf législation nationale contraire, elles peuvent être légalement vendues ou revendues à travers le monde et il n'existe pas de réglementation euro-

péenne qui en interdise l'exportation. Empêcher ce transfert de la Belgique vers la Chine "ne permettrait donc pas de lutter contre le commerce illégal d'ivoire étant donné que la réexportation sera toujours possible depuis un autre pays de l'UE", a insisté la ministre dans un communiqué où elle précise que la priorité "est d'empêcher que l'on s'en prenne aux éléphants vivants" en répondant à la demande.

Porte ouverte au blanchiment

Argument recevable, "mais totalement incohérent" pour Luc Mathot. "Ces dix dernières années, près de cent tonnes d'ivoire ont été mises en vente par des pays africains sur les marchés japonais et chinois pour satisfaire la demande, faire diminuer la chasse illégale et investir l'argent récolté dans les espèces menacées. Après ces ventes, le braconnage a explosé. Les petits ateliers chinois de sculptures d'ivoire qui survivaient à peine ont pu produire massivement et faire de gros bénéfices, et cette

ouverture du marché a ouvert la porte à un blanchiment massif d'ivoire illégal qui représente aujourd'hui entre 80 % et 90 % de l'ivoire présent en Chine."

"Les 612 kg exportés depuis la Belgique auront exactement le même effet", poursuit Luc Mathot. "Les Chinois vont utiliser cette ouverture pour importer quantité d'ivoire illégal, très difficile à détecter. Les trafiquants sont de véritables lobbies, des personnes influentes qui alimentent aisément la corruption active en Chine et en Afrique pour faciliter leurs activités commerciales. Ce sont eux qui organisent l'offre et la demande. Tuer tous les éléphants serait à ce titre une excellente opération pour les organisations criminelles parce que cela ferait encore grimper des prix qui doublent déjà tous les deux ans. Avec la hausse de la classe moyenne, la capacité des Chinois à acheter de l'ivoire ne cesse de croître. Et leur présence de plus en plus accrue sur le continent africain facilite sérieusement leur accès à la faune sauvage."

V.D.



Plus de 100 000 éléphants ont été massacrés à travers le monde entre 2010 et 2012.

DPA/REPORTERS